



Les syndicalistes des Finances ont fait leurs déclarations devant la préfecture. Il reste à savoir si l'Etat voudra «encaisser» leurs revendications... Photo Claude Boyer.

Carcassonne. Coût financier très cher pour les collectivités locales

Hier à Carcassonne, l'intersyndicale FO, CGT et Solidaires des agents des Impôts des Finances publiques se sont de nouveau réunis devant la préfecture. Des Gilets Jaunes se sont joints à eux par solidarité ainsi que quelques élus.

Dans le tract intersyndical distribué le 14 novembre, et toujours d'actualité hier, on peut lire : «A la place des structures, les usagers devront se débrouiller seuls avec internet ou contacter les plateformes téléphoniques surchargées qu'il sera impossible de joindre sans une attente considérable. De même les collectivités locales devront payer très cher des cabinets d'expertise comptable pour les prestations comptables réalisées jusque-là par les agents des Finances Publiques.»

Aujourd'hui, ce n'est pas une grève mais simplement un rassemblement destiné à entretenir la mobilisation contre le projet de restructuration des trésoreries de l'Aude», déclare Fabrice Cucouron, responsable CGT Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). C'était hier matin devant la préfecture. Rappelons qu'une manifestation de ce genre a déjà lieu devant la représentation officielle de l'État le 14 novembre dernier (notre édition du 15 novembre).

Entre ces deux mobilisations, rien de nouveau sauf cette certitude : «Le ministère des Finances (Bercy) a décidé qu'à partir du 1er septembre 2020, le calcul de la taxe foncière ne se fera plus ni à Limoux ni à Narbonne mais uniquement à Carcassonne. Bercy a acté cette décision, on le sait», ajoute Fabrice Cucouron.

De son côté, Arnaud Windenberger (FO) précise que «Bercy a également donné son feu vert, en juin dernier, pour la fermeture des trésoreries, excepté Lézignan et la paierie de Carcassonne. Afin de connaître l'avis des agents, nous avons organisé une votation en interne et 95 % des agents se sont exprimés contre le nouveau réseau de proximité voulu par nos responsables.» Réseau qui prévoit des fermetures de trésoreries.

Un comité technique local, là où sont décidées les restructurations prévues pour 2021 ou 2022, doit avoir lieu le 29 novembre prochain à la Cité administrative, à Carcassonne. «Il est certain que le réseau de proximité sera à l'ordre du jour», explique Fabrice Cucouron, «et d'après ce qu'on a entendu, seules seraient conservés l'antenne de Lézignan et la paierie de Carcassonne.» Le dirigeant syndical annonce que «le calendrier des restructurations sera publié officiellement avant le 31 décembre 2019... Donc ça ne va pas tarder. On va très rapidement savoir si les trésoreries listées vont fermer ou pas (hormis Lézignan et la paierie)» Les autres trésoreries visées sont celles de Bram, Quillan, Cuxac-Cabardès, Durban-Corbières, Peyriac-Minervois et Leucate.

«On nous dit aussi que Castelnaudary et Lézignan seraient transformés en antennes, pour le travail de recouvrement, dans lesquelles les agents ne recevront plus le public», indique Fabrice Cucouron. «Et ces deux antennes travailleront en fait l'une pour Carcassonne (Castelnaudary) et l'autre pour Narbonne (Lézignan).»

Les agents des Impôts restent plus que jamais déterminés pour poursuivre leur mouvement de contestation dans une intersyndicale qui n'est pas près... de fermer.
